

Département de Seine et Marne

ETABLISSEMENT PUBLIC DU CHATEAU DE FONTAINEBLEAU

Service des affaires juridiques et des marchés publics

REGLEMENT DE CONSULTATION

Procédure formalisée n° F_M17_2021

(Définie par les articles L2124-2 – R2124-1 – R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique)

PRESTATIONS D'ASSISTANCE POUR LE SERVICE DE LA REGIE DES OEUVRES

Date limite de réception des offres : Mardi 25 mai 2021 à 12h00.

Nom et adresse du pouvoir adjudicateur :

Dénomination : Etablissement public du château de Fontainebleau

Adresse : Château de Fontainebleau
Place du général de Gaulle
77300 FONTAINEBLEAU

Type d'acheteur public : Etablissement public à caractère administratif

1. Définition du marché

1.1 Désignation des parties contractantes

L'établissement public du Château de Fontainebleau est représenté par son Président, qui est seul habilité à signer les marchés (son remplaçant légal pouvant le représenter en cas d'empêchement). Il est désigné par le terme «Pouvoir adjudicateur». Dans l'exécution du marché, il est représenté par l'administratrice ou l'administratrice adjointe ou encore le directeur des bâtiments et des jardins.

Le prestataire ou son mandataire, titulaire du marché désigné dans l'acte d'engagement, dont l'offre a été retenue est désigné par le terme «Titulaire».

1.2 Objet du marché

La présente procédure de consultation a pour objet une prestation d'assistance pour le service de la régie des œuvres.

Les caractéristiques générales et les spécifications techniques de l'objet du présent marché, sont définies dans le CCTP du présent dossier de consultation.

Nomenclature CPV - Objet principal :

92520000 Services de musées et de préservation des sites historiques et des services connexes

92311000 Œuvres d'Art

Financement de l'opération :

Le financement du présent marché sera effectué sur l'enveloppe budgétaire

☒ Fonctionnement

☐ Investissement

1.3 Type de marché

Selon les articles L. 1121-2 à L. 1121-4 du code de la commande publique (CCP), ce marché est un marché de :

☐ Fourniture

☒ Service

☐ Travaux

1.4 Procédure de passation du marché

☒ La consultation est passée sous la forme d'une Procédure Formalisée avec mise en concurrence, en application des articles L2124-2 ; R2124-1 ; R2161-2 à R2161-5 (AOO) ou R2161-6 à R2161-11 (AOR) du code de la commande publique.

☐ La consultation est passée sous la forme d'une procédure adaptée avec mise en concurrence, en application des articles L. 2123-1 ; R2123-1 à R2123-8 du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à la négociation sur tous sujets liés au présent marché.

Ainsi qu'en application :

☒ Du CCAG de Fourniture courantes et services de 2009.

☐ Du CCAG de travaux de 2009

☐ Du CCAG PI.

☐ Du CCAG TIC.

1.5 Technique d'achat et durée du marché

1.5.1 Technique d'achat (article L.2125-1 du code de la commande publique)

La technique d'achat retenue pour le présent marché est :

☒ Marché à tranche selon les articles R2113-4 à R2113-6 du code de la commande publique

Délais / durée de la tranche ferme	1 assistant(e) régisseur du 01.09.2021 jusqu'au 31.12.2022
Délais / durée de la tranche optionnelle 1	1 assistant(e) régisseur du 01.01.2023 jusqu'au 31.12.2023

Dans le cas d'affermissement tardif ou de non-affermissement des tranches optionnelles, le titulaire du marché ne bénéficiera pas d'indemnité d'attente ou de dédit.

☐ Accord-cadre selon les articles R2162-1 à R2162-14 du code de la commande publique

☐ Mono-attributaire

☐ Multi-attributaire - Nombre d'attributaire maximum :

☐ Système d'acquisition dynamique selon les articles R2162-37 à R2162-51 du code de la commande publique

☐ D'enchères électroniques selon les articles R2162-57 à R2162-66 du code de la commande publique

☐ D'un catalogue électronique selon les articles R2162-52 à R2162-56 du code de la commande publique

☐ D'un concours R2162-15 à R2162-26 du code de la commande publique

1.5.2 Durée globale du marché

La durée globale du marché est fixée en application des articles L.2112-5 et R2112-4 du code de la commande publique.

Délais / durée de la tranche ferme	1 assistant(e) régisseur du 01.09.2021 jusqu'au 31.12.2022
Délais / durée de la tranche optionnelle 1	1 assistant(e) régisseur du 01.01.2023 jusqu'au 31.12.2023

Le pouvoir adjudicateur se laisse la possibilité de ne pas affermir la tranche optionnelle, ou de l'affermir tardivement, au plus tard deux ou trois années après avoir notifié le marché par ordre de service.

En cas d'allotissement, la durée d'exécution de chaque lot est fixée dans le CCTP.

1.6 Autres caractéristiques

1.6.1 Allotissement

Conformément aux articles L2113-10 à L2113-11 et R2113-1 à 2113-3 du code de la commande publique, ce marché est :

☐ Alloti (Préciser)

☒ Non alloti – Justification : Prestation unique

Conformément à l'article R2113-1, les opérateurs économiques peuvent soumissionner pour :

☐ Un seul lot

☐ Plusieurs lots

☐ Tous les lots.

1.6.2 Variantes (articles R2151-8 à R2151-11 du code de la commande publique)

Sans objet.

1.6.3 Options

Sans objet.

1.6.4 Lieu d'exécution des prestations

Etablissement public du château de Fontainebleau - Place de Gaulle - 77300 Fontainebleau.

1.6.5 Essais – Échantillons – Démonstration – Visite de site obligatoire ou conseillée

Sans objet.

1.7 Conditions spécifiques

1.7.1 Forme juridique en cas de groupement

La possibilité pour les opérateurs économiques de soumissionner sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint pour la présente consultation, est ouverte, conformément aux articles R2142-19 à R2142-27 du code de la commande publique.

La possibilité de présenter pour le marché ou un de ses lots, plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, ou en qualité de membres de plusieurs groupements : est exclue de la présente consultation.

Les opérateurs économiques peuvent ainsi présenter leur offre, sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

Dans les deux formes de groupement, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné dans l'Acte d'Engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur du marché et coordonne les prestations des membres du groupement.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'Etablissement public du château de Fontainebleau, pour l'exécution du marché.

L'Acte d'Engagement sera un document unique qui indiquera :

- Le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter dans le cas d'un groupement conjoint,
- Ou qui indiquera le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser dans le cas d'un groupement solidaire.

Les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des opérateurs économiques groupés, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises au stade de la passation du marché. Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour le présent marché.

1.7.2 Sous-traitance

Le candidat est autorisé à sous-traiter une partie des prestations, conformément aux articles L2193-1 à L2193-14 et R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique. Dans cette hypothèse, il indiquera dans les annexes à l'acte d'engagement la nature et le montant qu'il envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance. En tout état de cause, le titulaire reste responsable de toutes les obligations résultant du marché y compris celles qui sont sous-traitées.

1.7.3 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date de remise des offres.

2. Précisions administratives relatives au déroulement de la procédure de passation du marché (RC)

2.1 Identification de la procédure

2.1.1 Référence de la procédure

F_M17_2021

2.1.2 Chronologie de la procédure

Publication JOUE : Sans objet.

Publication profil acheteur et autre support(BOAMP) : 16/04/2021

Date Limite de Remise des Offres (DLRO) : voir page de garde du présent RC

2.2 Retrait du dossier de consultation

L'ensemble du présent dossier de consultation est accessible uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) à l'adresse URL suivante :

www.marches-publics.gouv.fr

2.3 Renseignements complémentaires

Tous renseignements complémentaires pourront être demandés jusqu'au 13/05/2021 à 12h00. Conformément à l'article R2132-6 du code de la commande publique, les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation sont envoyés aux opérateurs économiques six jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande en temps utile.

Le pouvoir adjudicateur répondra à l'ensemble des questions posées sur la plateforme des achats de l'Etat (<https://www.marches-publics.gouv.fr>), en unique envoi le 17/05/2021. Les questions qui ne seront pas posées sur cette plateforme ne seront pas prises en compte et aucune réponse n'y sera apportée.

2.3.1 Contact Administratif

Tout renseignement complémentaire, **d'ordre administratif**, pourra être obtenu en s'adressant à :

Service des affaires juridiques et des marchés publics

Madame Christelle Lebrun

Direction des affaires générales

77300 Fontainebleau France

Téléphone : 01.60.71.50.80 - Fax : 01.60.71.21.60

christelle.lebrun@chateaufontainebleau.fr

2.3.2 Contact Technique

Tout renseignement complémentaire, **d'ordre technique**, pourra être obtenu en s'adressant à :

Etablissement public du Château de Fontainebleau

Sarah Paronetto

Cheffe du service de la régie des œuvres

06.77.70.86.20

sarah.paronetto@chateaufontainebleau.fr

2.4 Dépôt des plis - Présentation des candidatures et des offres

2.4.1 Dépôt des plis

- Toute offre parvenue après la date limite fixée ci-dessous, sera rejetée et renvoyée au fournisseur ;
- Toute offre incomplète pourra être rejetée par l'acheteur.

- La transmission par télécopie, remise en main propre, courrier RAR ou par courrier électronique n'est pas autorisée.

Les offres devront être déposées impérativement sur la plate-forme de dématérialisation de l'établissement : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

La date limite de réception des offres est fixée sur la page de garde du présent document.

2.4.2 Présentation des candidatures et des offres

PIECES RELATIVES A LA CANDIDATURE,


dûment complétées et signées en original (ou certifiées conformes à l'original) selon les articles L2141-1 à L2141-14 et R2142-1 à R2142-14 du code de la commande publique:

- **le pouvoir** de la personne habilitée à engager le candidat ;
- copie du ou des jugements prononcés, **si le candidat est en redressement judiciaire** (justification de l'habilitation à poursuivre leur activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché) ;
- **la lettre de candidature (ou imprimé DC1)** indiquant le(s) lot(s) pour le(s)quel(s) le fournisseur se porte candidat. **En l'absence de signature originale du DC1 par une personne habilitée à engager la société ou par le mandataire du groupement en cas de groupement, la candidature sera déclarée irrecevable ;**
- **la déclaration du candidat (ou imprimé DC2).** **La signature de ce document est désormais inutile puisque que le candidat s'engage sur son contenu dans le DC1 ;**
- pour les personnes physiques ou morales ayant commencé leur activité depuis moins d'un an, le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises ;
- le candidat provisoirement retenu au terme de la procédure fournira dans un délai de cinq jours à compter de la date de réception inscrite sur l'avis de réception du courrier ou de la télécopie, transmis par le château de Fontainebleau, faisant état de cette demande ;

Et une photocopie de la liasse 3666 et de l'attestation concernant l'ensemble des cotisations sociales ;

PIECES SUIVANTES RELATIVES A L'OFFRE :

- ❖ **l'Acte d'Engagement** (offre du candidat proprement-dite) dûment daté et signé par le représentant de l'entreprise habilité pour signer les marchés.

 *Imprimé ATTRI 1 téléchargeable sur le site : <http://www.economie.gouv.fr/formulaires/daj/> ;*

- ❖ **le mémoire technique** : il devra faire apparaître les trois sous-critères définis ci-après :
 - La méthodologie détaillée
 - Les références de l'entreprise sur des missions similaires
 - Propositions de plusieurs CV relatifs à la qualification et l'expérience de l'assistant au régisseur des œuvres (Curriculum Vitae)
 - Les moyens humains et matériels mis à disposition
- ❖ **les annexes financières jointes au DCE** : Ces tableaux annexés à l'acte d'engagement seront dûment datés et signés par le représentant qualifié de l'entreprise habilité pour signer les marchés. Ils complètent et précisent les réponses techniques et financières fournies dans le cadre de cette procédure ;
- ❖ Un RIB ou un RIP.
- ❖ Tout document jugé utile par le candidat et de nature à étayer son offre.

2.5 Sélection des candidatures et choix de l'offre économiquement la plus avantageuse

2.5.1 Sélection des candidatures

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'éliminer les candidats qui ne lui paraissent pas présenter les garanties

nécessaires pour assurer la bonne exécution du présent marché dans les conditions désirées, en application des articles R2142-1 à R2142-14 du code de la commande publique.

2.5.2 Critères de sélection – choix de l'offre économiquement la plus avantageuse

Conformément aux articles L2152-7 à L2152-8 et R2152-6 à R2152-12 du code de la commande publique, l'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères pondérés suivants :

Prix : 40%

Valeur technique :60%

Les offres jugées non conformes à l'objet du marché ou ne couvrant pas l'intégralité des prescriptions définies dans le présent dossier seront considérées comme incomplètes et éliminées.

Au terme de son étude, le Pouvoir adjudicateur retiendra provisoirement l'offre de base qui lui semblera économiquement la plus avantageuse. En cas d'égalité entre deux offres de base, le choix se portera sur le candidat le mieux placé sur le critère à plus fort coefficient.

Après avoir retenu provisoirement une offre dans les conditions définies ci-dessus, le Pouvoir adjudicateur sollicitera auprès du candidat l'ayant présentée les certificats mentionnés aux articles R2143-3, R2143-6 à R2143-12 du code de la commande publique, dans les conditions définies au point 2.4.2 du présent dossier de Consultation, relatif à la présentation des candidatures.